

DISCOURS DU  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CO-PRINCE D'ANDORRE,  
LORS DE LA SESSION SOLENNELLE DU CONSEIL GENERAL  
EN PRESENCE DES AUTORITES ANDORRANES  
13 SEPTEMBRE 2019 – *Andorre La Vieille - Maison des Vallées*

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Andorre, Maison des Vallées,

Madame la Syndic générale, Monsieur le chef du gouvernement, Mesdames, Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les conseillers généraux, Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur de m'adresser à vous ce matin, vous qui représentez le peuple andorran autant que ses 7 paroisses : Canillo, Encamp, Ordino, La Massana, Andorra la Vella, San Julian de Loria et Escalades-Engordany que j'aurai eues tout à l'heure le bonheur de visiter toutes et que j'ai déjà commencé à vos côtés à visiter depuis ce matin. Pénétrer dans cette Casa de la Val, ce lieu vieux de plus de 4 siècles, dans cet édifice construit quelques années seulement avant qu'Henri IV, le lointain successeur du Comte de Foix, ne fasse du chef de l'Etat français le co-prince d'Andorre, c'est avant tout, et vous l'avez aussi rappelé, mesurer le poids de l'histoire. L'histoire d'un pays qui a traversé les secousses des temps sans jamais se défaire, l'histoire d'un peuple qui à plus de 1 000 mètres d'altitude, à l'écart des grandes routes de circulation européenne a affronté fièrement la rugosité de la géographie ; l'histoire d'une nation qui à l'abri de ces montagnes n'a jamais perdu son âme, cultivant toujours sa singularité.

Les personnalités françaises qui ont veillé sur Andorre et dont par fonction je suis aujourd'hui l'héritier sont particulièrement illustres : Charlemagne le premier par son passage et sa légende, Napoléon Ier qui en 1806 mis fin à la parenthèse révolutionnaire qui avait délié le destin d'Andorre et de la France, Charles DE GAULLE qui fut le premier chef d'État français à venir dans cette vallée après plus de 6 siècles de paréage, François MITTERRAND qui soutint, je dois bien le dire, contre l'avis de certains membres de son gouvernement le projet de constitution andorrane ratifiée par référendum en 1993. C'est donc avec beaucoup d'humilité que je m'inscris dans leurs pas ce jour pour dire à mon tour l'attachement qui est le mien à cette co-principauté que je partage avec l'Evêque d'Urgell et ma volonté d'exercer pleinement la charge qui est la mienne.

Je veux dire également ma fierté d'être le co-prince d'un Etat qui depuis 1993 et l'adoption de la constitution par le peuple andorran a évolué constamment dans le sens du progrès, un pays qui est de nombreux combats dans les instances internationales, un pays qui a récemment placé une femme à la tête de cette assemblée. Je suis honoré, Madame la Syndic générale, d'être accueilli par la première femme de l'histoire andorrane à accéder aux fonctions qui sont les vôtres. Mais le co-prince que je suis ne remplirait pas pleinement sa fonction, son rôle s'il se contentait de célébrer l'histoire ancienne, même récente, d'Andorre.

J'ai une haute conscience des exigences que constitutionnellement je me dois de remplir. Je pense aux nominations auxquelles il m'incombe de procéder et sachez que je le ferai toujours dans le strict respect de la souveraineté du peuple andorran. Je pense surtout au devoir qui est le nôtre avec Monseigneur VIVES de veiller, je cite, "au maintien du traditionnel esprit de parité et d'équilibre dans les relations avec les États voisins."

Mesdames et Messieurs, je ne serais pas fidèle à ce devoir si je ne tenais pas devant vous le langage de la vérité, de l'ambition et de l'avenir. Je crois qu'il existe actuellement un risque à ce que l'esprit d'équilibre qui a toujours prévalu dans la société andorrane, en particulier dans ses relations avec l'Espagne et la France, s'affaiblisse. Les relations économiques avec la France sont en effet en reflux depuis quelques années et de là où je suis je veillerai aussi à ce que nous prenions toutes les décisions pour que les relations économiques, les choix d'infrastructures, de connexion soient pris pour que ces flux se rééquilibrent et que ces relations se renforcent. Je souhaite que les élites andorranes continuent à se former dans le système d'enseignement supérieur français. Et même si l'usage de la langue française décline là où pourtant elle était si vivante, si foisonnante, je pense qu'il n'y a aucune fatalité et il nous appartient aussi de veiller — l'enseignement français et les écoles françaises, j'ai pu le voir ce matin tout au long de mes déplacements, sont vivaces, ambitieuses — mais il nous appartient de veiller à cet équilibre. Bien sûr l'histoire commune unissant Andorre et la France a créé entre ces deux nations un lien inaltérable, bien sûr la France et Andorre — et comment ne pas citer cette belle ambition que nous portons avec l'Espagne, cette belle ambition de faire inscrire au patrimoine mondial de l'humanité ces joyaux que sont le château de Foix, la basilique, les onze magnifiques chapelles d'Andorre, tous ces édifices seigneuriaux qui sont notre héritage commun — mais je crois qu'il faut faire plus.

Je crois très profondément qu'il est nécessaire de régénérer cette histoire pluriséculaire unissant Andorre et la France et je compte sur vous, élus du peuple andorran, de ses paroisses, pour y contribuer pour que dans les

domaines de l'économie, de l'éducation, de la culture, France et Andorre se rapprochent encore davantage.

Permettez-moi également d'évoquer la dynamique de rapprochement amorcé avec l'Union européenne. Et vous venez d'en parler. Vous connaissez mon combat pour l'Europe. Andorre est Européenne par son histoire, par sa géographie, par sa culture. Et donc, je ne peux que me réjouir que voici 4 ans, le gouvernement Andorran a décidé avec votre assentiment d'entamer des négociations en vue d'un accord d'association avec l'Union. Enclencher cette démarche, ce n'est pas renoncer à la souveraineté du peuple andorran. Ce n'est pas non plus diluer son identité. Non. Et je crois même qu'on peut revendiquer une identité forte en assumant d'être pleinement européen. L'Europe n'est que ce dialogue. Umberto Eco le disait et la séance de ce jour le montre que la langue de l'Europe était la traduction. Ce qui veut dire que l'Europe n'est pas un espace où on voudrait diluer les identités, les cultures, les langues, les traditions mais plutôt celui qui consiste à construire et bâtir une ambition commune en les préservant. La France est-elle moins française depuis qu'elle a signé le traité de Rome en 1957 ou l'Espagne moins espagnole depuis 1986 ? Je ne le crois pas. Au contraire.

S'associer plus étroitement à l'Union européenne c'est se donner une chance de faire valoir ses choix, sa culture au sein d'une identité plus forte qui pèse davantage dans le monde qui influe sur le cours du monde. C'est étendre sa souveraineté grâce et par la souveraineté européenne. Alors je sais parce que je m'en tiens informé que les négociations peuvent être difficiles. Je sais le courage dont il vous faut faire preuve pour tenir face parfois aux voix du repli qui ne manquent jamais de faire de Bruxelles la cause de tous les maux. Je sais aussi quelles sont vos attentes à l'endroit de la Commission. Prendre en compte des spécificités andorrane, ménager des périodes de transition, répondre aux peurs, aux angoisses et bâtir l'avenir de votre nation. Et soyez sûrs que dans la mesure du possible, nous parviendrons sur cette voie et j'y veillerai.

Je tiens là encore à être aussi clair que vous l'avez été. Nous ne pouvons pas non plus être dans le statu quo. Le gouvernement en est conscient comme d'ailleurs les gouvernements précédents. Il faut mener des réformes, procéder à des adaptations. Au fond, continuer à bâtir une nation forte, indépendante, fière de son histoire et de son passé mais qui doit regarder l'avenir en face. Dans le rassemblement, dans l'unité nationale. Mais il faut ces réformes pour que le processus de rapprochement avec l'Union puisse être mené à son terme tout en défendant les intérêts légitimes dans le cadre de cette discussion sans outrepasser bien sûr mes attributions de co-prince, je ne peux donc que vous encourager à persévérer et à tenir le cap. Cela me semble essentiel. Pour Andorre en effet, le choix de l'Europe, c'est le choix de l'ouverture. Le choix de la poursuite du mouvement d'ouverture amorcé avec l'accord commercial en 1990. Continué avec l'accord de coopération en 2004, l'accord monétaire de

2012, poursuivi avec l'accord relatif à l'échange d'informations fiscales de 2016 pour Andorre. Le choix de l'Europe, c'est la chance donnée à l'invention d'un nouveau modèle économique qui ne repose pas sur des exemptions ou des facilités mais sur la beauté de ses paysages, le raffinement de ses savoir-faire, l'innovation de la population, la force de son tissu économique.

Pour Andorre, le choix de l'Europe, c'est le choix de l'avenir. C'est le choix d'anticiper les mutations contemporaines plutôt que de les subir. Les défis du pays sont immenses. Vous le savez mieux que moi. Diversification de l'économie, montée en gamme du secteur touristique, réforme des systèmes de santé et de retraite, prix du logement, niveau des salaires et des pensions. Mais je vois aussi tout le chemin parcouru ces dernières décennies. Rien n'était écrit. Et la force de votre nation, les choix courageux qui ont été fait, le travail opiniâtre des Andorranes et des Andorrans, ont construit cette nation qui se tient debout au milieu des montagnes et qui a bâti forte et fière son avenir.

J'ai confiance. Andorre à travers les siècles a toujours su affronter les bourrasques et les enjeux des temps avec détermination. Je suis sûr qu'elle saura se montrer à la hauteur de cette histoire avec l'Europe bien sûr, avec la France aussi. Parce que s'il y a une part de France en Andorre, il y aura toujours une part d'Andorre dans le cœur des Français. Et c'est ce que je voulais aussi aujourd'hui vous dire. Avec raison, vous avez évoqué dans votre discours Madame la Syndic générale la force des parlements et la beauté de dialoguer pour faire émerger la raison. Je crois que l'un des enseignements de votre nation à toute l'Europe est cette tradition multiséculaire de dialogue, de parlementarisme raisonné, de construction démocratique stable. Et cette force, cette indépendance, de là où je suis, j'y veillerai.

Voilà mesdames et messieurs ce que je voulais vous dire avant de poursuivre cette visite et de m'exprimer ce soir devant le peuple Andorran. Vous pourrez toujours compter sur tout mon engagement et sur tout mon soutien en tant que co-prince et peut-être tout autant en tant qu'ami d'Andorre.

Vivet Andorre. Visca Andorra. Je vous remercie.